

# AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 23/037/2007 (Public)  
Bulletin n° : 199  
ÉFAI  
17 octobre 2007

## **Élections en Colombie. On ne peut pas laisser les candidats se faire tuer**

Amnesty International condamne l'homicide dont vient encore d'être victime un candidat alors que la campagne pour les élections régionales et locales qui doivent avoir lieu en Colombie le 28 octobre bat son plein. Environ 27 candidats auraient été tués depuis le début de l'année, dont 17 depuis que la campagne a été pleinement engagée en septembre.

Adolfo León Álvarez Rodríguez, candidat à l'élection municipale d'Ataco (département du Tolima), a été abattu le 16 octobre dans la zone rurale de la municipalité, par des hommes armés qui n'ont pas encore été identifiés.

*« Les meurtres et les manœuvres d'intimidation dont sont victimes les candidats et d'autres civils constituent une grave menace à la liberté d'expression, a déclaré Susan Lee, directrice du programme Amériques d'Amnesty International. Les autorités colombiennes doivent donner des garanties en ce qui concerne la sécurité des candidats et des autres civils ; il leur incombe d'enquêter sur ces attaques et de déférer à la justice les personnes soupçonnées d'en être responsables. »*

Amnesty International condamne les homicides et actes d'intimidation à caractère politique dont sont victimes des candidats et d'autres civils et appelle les forces de sécurité – qu'elles agissent seules ou en collaboration avec des groupes paramilitaires – et la guérilla à respecter le droit des Colombiens à participer aux élections librement et sans crainte.

### **Complément d'information**

La responsabilité de la plupart de ces homicides a été imputée au groupe de guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), mais des groupes paramilitaires soutenus par l'armée pourraient également être responsables de certaines de ces morts violentes.

Le fait que d'autres candidats aient également été agressés, menacés et enlevés à pousser plusieurs personnes qui s'étaient présentées aux élections à démissionner et à fuir leur lieu de résidence par crainte pour leur vie.

/FIN

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566.

Amnesty International – 1 Easton St., Londres, WC1X 0DW site : <http://www.amnesty.org>